

Tribune socialiste

N° 342 / 5 OCTOBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.D.N.P.

LES CHEMINS DE L'OFFENSIVE

Michel Rocard

Les événements politiques de l'été comme la dégradation de la conjoncture économique et surtout la montée constante du chômage laissaient attendre une rentrée politique active et difficile pour le Gouvernement tant sur le plan social que sur le plan électoral et parlementaire. La première manche vient de se jouer avec les élections cantonales ; la seconde s'ouvre avec le dépôt de la motion de censure cepen-

dant que les manifestations paysannes et la protestation syndicale contre le démantèlement de la Sécurité sociale font apparaître de nouveaux terrains de combat.

Les difficultés du régime peuvent peut-être rendre possible l'ouverture de la succession si le combat politique et social de l'ensemble des forces de gauche est mené avec efficacité. Les événements des tout derniers jours appellent à réfléchir sur

l'orientation du combat de la gauche.

Les élections cantonales sont significatives à plus d'un titre. La première caractéristique de cette consultation demeure l'importance des abstentions : 42,67 % au premier tour et 42,62 % au second tour. C'est dire que, malgré la politisation accélérée de ces élections à laquelle le pou-

(suite à la page 3)



La montée en danseuse de Giscard

Lucien Saintonge

Eloge du tribalisme

Manuel Bridier

Les élus du P.S.U.

Planning : toujours actuel

Jean Gondouneau

Les poings sur les i Camiri : procès à Wall-Street

Ce n'est pas un homme qu'on « juge » actuellement à Camiri, c'est une intelligence lucide, une idée — l'Idée ! — dangereuse qu'on tente d'assassiner, c'est une vérité sanglante qu'on essaie maladroitement de masquer en utilisant la « singularité » du personnage Debray : la vérité de la répression menée systématiquement par les U.S.A.

Pour survivre, les Etats-Unis sont contraints — à partir du moment où la nature capitaliste du régime n'est pas mise en cause — de piller le tiers monde, et principalement ces « républiques » latino-américaines regorgeant de richesses naturelles.

Les murs de toutes les prisons d'Amérique latine sont des livres ouverts le long desquels on peut déchiffrer le récit de la passion éclairé par le phare « Cuba ».

Ne regrettons pas aujourd'hui que la grande presse seulement assoiffée de « sensationnel », s'occupe de Debray. Grâce à elle, la voix du jeune marxiste français couvre la planète. Et par sa voix, ce sont des milliers et des milliers de voix, jusqu'alors bâillonnées, qui s'expriment, revendiquent pain et liberté, progrès et justice. Les marionnettes de Camiri savent que le choix est dorénavant clair : socialisme ou impérialisme ! ils savent aussi que les peuples ont tiré les leçons de l'histoire, une leçon surtout : une démocratie bourgeoise devient un danger pour les U.S.A. si elle défend les intérêts proprement nationaux (Arbenz au Guatemala).

Il y a une chose que ces imbéciles sanglants font semblant de ne pas savoir : c'est qu'on peut tuer un homme, on ne tue pas une idée, surtout si on lui donne un « martyr ». Batista, que les idées épouvantaient, l'a bien compris. Il a préféré fuir. Au moins, ce salaud est encore vivant.

André LAUDE

Propos entendus Le droit à la santé

La durée moyenne de la vie sur laquelle peut encore compter le Français de cinquante ans est passée de dix-huit ans en 1805, à

vingt-deux ans en 1955. La victoire sur la vieillesse n'a été, durant un siècle et demi, que de quatre ans pour les hommes et de huit ans pour les femmes, ce qui paraît dérisoire si l'on songe que ce temps fut celui des plus grandes conquêtes scientifiques, industrielles et sociales.

A Paris, la mortalité était, en 1946, nettement moins élevée dans les arrondissements aisés (VI^e, VII^e, VIII^e, IX^e, XVI^e) que dans les plus pauvres (XI^e, XII^e, XIII^e, XIX^e, XX^e). Ces inégalités tendent cependant à s'atténuer dans la mesure où se développe l'appareil médico-social, qui devrait permettre à chacun de bénéficier des mêmes progrès techniques ou scientifiques, dans la mesure aussi où se développe le niveau moyen d'instruction (1).

Cette évolution va dans un sens contraire avec la promulgation des ordonnances concernant la Sécurité sociale. Comment se fait-il qu'en France, après quinze ans de croissance réelle du revenu national, le gouvernement soit amené à réduire les droits sociaux ouverts après la Libération, c'est-à-dire à une époque où les ressources étaient beaucoup moins grandes ? Faut-il voir là l'évolution inéluctable des sociétés modernes où chaque individu devient plus apte à satisfaire à ses propres besoins, ou faut-il dénoncer les méfaits d'une société libérale de consommation qui favorise beaucoup de dépenses publiques et privées peu utiles, voir nuisibles, et n'a pas le courage d'imposer les charges qui découlent de l'évolution démographique et de l'amélioration de la médecine ?

Le droit à la santé pour tous est-il en voie de disparition, comme le prétendait cet ouvrier de chez Renault interrogé dans le métro ?

Le 22 août 1967, les ordonnances concernant la Sécurité sociale paraissent au « Journal officiel ». Une bonne partie des Français terminaient les congés payés — douce somnolence du bord de mer ou des cimes alpestres. Les autres rêvaient dans les villes désertes à l'ombre d'un café — souvenirs de l'été.

Aujourd'hui la vie reprend son cours, Paris ses élucubrations, son métro remplissant et déversant un flot d'individus aux portes des usines, les syndicats parlent de manifestations, d'arrêts de travail. Rentrée scolaire, feuilles d'impôts, et puis... augmentation des transports, de l'essence (rappelez-vous, au moment du conflit israélo-arabe), augmentation de la Sécurité sociale... une nouvelle année recommence.

Le Parisien ne semble pas trop secoué par tous ces changements, le chômage l'inquiète quand même, malgré la hausse de la Bourse — La Sécurité sociale ! c'est assez compliqué.

— Le marchand de journaux parle

du déficit : « ce sont toujours les mêmes qui casquent !... »

— Le poinçonneur du métro : « les cotisations passent de 6 % à 6,5 % mais le remboursement des médicaments passe de 80 % à 70 %. Nous faisons les frais de l'opération ».

— Un fonctionnaire : « il y a de l'abus — croyez-moi, il y en a qui profitent de la Sécurité sociale. Dans mon bureau, je connais une femme qui fait sa cure tous les ans, aux frais de la princesse — mais elle n'est pas plus malade que vous et moi ».

— Une femme au marché : « mon fils est au chômage — on licencie partout, croyez-moi, cela va mal finir ».

— Un chauffeur de taxi : « Ah ! les syndicats, avant-guerre oui, mais maintenant une grève de trois jours et puis on recommence — le crédit tient le Français ».

— Un comptable : « la mutuelle ne pourra couvrir la différence entre la Sécurité sociale et le coût des soins et médicaments ».

Seul l'ouvrier de chez Renault (syndiqué) m'a parlé de la nouvelle répartition des sièges dans les conseils d'administration :

— 1/2 patron, 1/2 salarié, 3 représentants C.G.T., 2 C.F.D.T., 2 F.O., 1 C.F.T.C. et 1 pour les cadres C.G.C. Si un représentant syndical vote pour les patrons, les syndicats perdent la majorité.

Le Français soucieux de son confort, guetté par le crédit, prendra-t-il conscience de ces problèmes ? Du 9 octobre au 14 octobre, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. organisent une semaine « d'action d'ampleur nationale ». Ils en ont informé F.O. et la F.E.N., en proposant de l'organiser en commun.

Une année nouvelle recommence, l'horizon social n'est guère ensoleillé.

(Enquête d'Alain Echegut.)

(1) « le Monde » du 1 et 2 octobre 1967 : Dr Escoffier - Lambiotte.

Seine-Maritime Le lest du patronat

Au terme de 9 jours de lutte menée par les ouvriers de la fabrication de Sidelor (Deville-lès-Rouen) la direction a dû jeter du

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

lest. Il était en effet l'habitude dans cette usine d'intéresser curieusement les ouvriers non aux bénéfices mais aux pertes de l'entreprise. Non seulement ceux-ci étaient payés selon un système très compliqué faisant entrer pour une large part la production (sous forme d'un pourcentage établi par comparaison à une production optimale), mais encore étaient-ils pénalisés dans leurs salaires lorsque les machines fatiguées cassaient ou lorsque les alliages essayés donnaient des résultats médiocres. Le 11 septembre dernier, un trèfle de cylindre de laminoir ayant cassé, la direction prétendit faire démonter et remplacer les pièces défectueuses au tarif de 2,60 F l'heure, soit une perte d'environ 1,90 F l'heure pour les 40 ouvriers concernés. Ce fut la grève spontanée venue de la base.

La direction essaya en vain de gagner du temps, puis brandit la menace de la mise à pied des 500 ouvriers de l'usine, le travail se faisant rare : production arrêtée stocks s'épuisant. Le 18 septembre outre les 40 grévistes de la fabrication à chaud 96 travailleurs se trouvaient sans rien.

La direction devait alors céder et garantir un salaire minimal moyen de 3,48 F l'heure au lieu des 2,60 F proposés huit jours avant. Puisse ce gain, dans l'unité, être suivi d'autres victoires.

Editorial

(suite de la page 1)

voir a procédé après le premier tour et en dépit des informations survenues au cours même de la consultation, on n'a guère voté davantage au second tour qu'au premier et beaucoup moins qu'aux élections municipales et surtout législatives ou présidentielles. Cela montre le discrédit dans lequel est tombée l'institution départementale. Or, la rénovation de la démocratie locale et régionale en France est à nos yeux indispensable à la transformation démocratique du pays tout entier. Les candidats P.S.U. l'ont dit dans leurs réunions ; ils ont, sur ce point, l'impression d'avoir été particulièrement entendus. Les résultats du scrutin confirment eux-mêmes que seule une réforme complète de nos structures régionales pourra recréer dans l'opinion un intérêt certain pour ces consultations.

Malgré l'importance des abstentions, le scrutin présente tout de même des résultats politiquement significatifs. La défaite incontestable du Centre Démocrate est un facteur d'assainissement dans le débat politique de ce pays. Les électeurs ont montré la faible estime dans laquelle ils tenaient cette couche particulière de notables locaux qui sont prêts aux alliances les plus contradictoires pour préserver leurs mandats. Le relatif tassement des Républicains Indépendants, plus d'ailleurs au premier tour qu'au second, est également une indication intéressante : les électeurs aiment y voir clair. L'U.N.R. progresse quelque peu. Il faut moins y voir une confirmation de sa politique — les votes du premier tour montrent au contraire qu'il n'en est rien — que le résultat arithmétique du tassement giscardien dans une majorité qui ne fait guère mieux que se maintenir.

Des résultats positifs

Le fait le plus marquant est la montée de la gauche et surtout celle du Parti Communiste Français. Le P.S.U., pour sa part, enregistre à la mesure de ses forces et dans le type

d'élections qui lui est le plus défavorable des succès prometteurs.

Il convient de noter en particulier que tous les candidats sortants qui avaient l'investiture P.S.U. ont été réélus. La montée du Parti Communiste est le résultat de plusieurs phénomènes : une indéniable protestation populaire contre la politique du régime, une campagne très intense de nos partenaires sur ce point et la disparition en France du réflexe anticommuniste dans la gauche. A tous ces titres, ces élections sont positives ; elles permettent la constitution d'une alliance gouvernementale viable.

La Fédération voit le nombre de ses élus diminuer quelque peu. L'importance du nombre de ses sortants rendait difficile le maintien intégral de ses positions et il est sûr qu'un certain nombre de ses candidats ont vu jouer à leurs dépens le relatif discrédit contre les notables qui explique plus clairement la défaite des Centristes et des Giscardiens. Pour la gauche, le bilan général de ces élections, malgré leur faible importance nationale, est largement satisfaisant.

Ce bilan montre en tout cas que le pouvoir ne peut en ce moment courir le risque d'une dissolution. Le camouflet qui lui a été infligé d'autre part aux trois élections législatives partielles la semaine dernière en témoigne d'ailleurs de façon plus éclatante. Dans ces conditions, il faut s'attendre que le pouvoir ne prenne pas le risque d'une nouvelle consultation avant un temps assez long, si, du moins, il a la possibilité de l'éviter.

Mais le budget de Michel Debré pour 1968 confirme de manière évidente que le gouvernement n'a pas la moindre intention de changer de politique économique et sociale. Dans ces conditions, le renversement du régime reste toujours aussi urgent. Et c'est dès lors à la gauche de prendre des initiatives capables de parvenir à ce résultat.

Le contenu social de la politique gaulliste

La bataille paysanne est aujourd'hui la plus violente des attaques

menées directement par des Français contre la politique gaulliste dans le secteur particulier qui les concerne. Le P.S.U. avait laissé prévoir la violence de ces réactions en analysant dans le détail le contenu social et scandaleux des décisions prises à Bruxelles et récemment approuvées par le gouvernement français. La résolution votée sur ce point précis par notre dernier Comité politique national les 9 et 10 septembre 1967 prend rétrospectivement une valeur singulière. Le drame de Quimper était prévisible. Il aurait pu être évité, il aurait dû être évité. Mais quelques mesures de détail rapidement bâclées ne suffiront pas. La température monte dans la France de l'Ouest et c'est un changement complet de politique qui est aujourd'hui nécessaire pour éviter de nouvelles violences. Ce sont donc les paysans de ce pays qui posent avec le plus de clarté le problème du contenu social de la politique gaulliste.

Le mouvement syndical avait de son côté annoncé l'intention d'engager le combat contre les ordonnances de l'été et notamment celles qui mettent en cause les droits des salariés en matière de Sécurité sociale. Mais la stratégie se fait hésitante et les combattants piétinent. Les grands mouvements populaires ne se déclenchent que quand ils ont la perspective d'un débouché politique précis. L'évidence aux yeux des Français d'une alternative à gauche est la condition nécessaire du maintien constant de la protestation syndicale, de son développement sur le terrain et de l'extension des mouvements. Il y a bien sûr un affaiblissement du mouvement populaire dû aux organisations syndicales elles-mêmes, et notamment à l'attitude délibérée de Force Ouvrière. Mais la raison principale de l'hésitation des forces ouvrières aujourd'hui est l'incertitude politique où elles se trouvent. Le jeu encore honorable de la discipline dans l'exécution des accords d'unité de la gauche pour les élections cantonales ne suffit plus à assurer la confiance dans l'existence de solutions gouvernementales

de gauche. Celles-ci doivent se présenter sous la forme de propositions positives.

Etait-ce opportun ?

On peut s'interroger dès lors sur l'opportunité de la procédure retenue par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, celle de la motion de censure. Au moment précis où la France tout entière espère une autre politique et le montre par son vote aux cantonales, par la colère paysanne et par l'inquiétude ouvrière, les forces parlementaires de la gauche choisissent une tactique qui les conduit à une défaite certaine à l'Assemblée et qui constitue une entreprise purement négative. Ce n'est pas ce qu'espèrent les forces de gauche dans le pays. Si la gauche veut vraiment la victoire, elle se doit d'abord de ne pas provoquer d'occasions de se faire battre. Elle doit surtout annoncer inlassablement ses couleurs. C'est par des contre-propositions précises dans le débat budgétaire, par le dépôt de projets efficaces pour remplacer les ordonnances au moment du débat sur leur ratification — comme le P.S.U. compte le faire à propos de la Sécurité sociale — c'est par la description constante d'une politique complète et cohérente, que passe l'affirmation de la solution de gauche.

Son illustration constante, dans ses aspects les plus variés, comme ont pu le faire nos candidats lors des élections cantonales, est la manière efficace aujourd'hui de mener le combat. La victoire est en vue, mais elle n'est pas acquise. Il ne suffit pas de compter les forces de gauche existantes. Il faut rallier aux solutions de la gauche une frange de l'opinion qui se détache déjà du régime, mais ne voit pas encore dans nos solutions les seules capables d'assurer l'avenir du pays. Ce travail est long peut-être, mais moins qu'on ne le croit. C'est en tout cas le seul capable de nous rapprocher de la victoire commune. C'est en tout cas dans ce sens que le P.S.U., pour sa part comme dans les dialogues qu'il engage avec ses deux partenaires, va conduire la bataille de la rentrée. □

U.N.E.F. et S.N.E. Sup. :

Passer à l'action

L'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF), le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques ont exposé lors d'une Conférence de Presse, jeudi dernier, leur position face aux problèmes de la rentrée et de la discussion budgétaire et indiqué les grandes lignes de l'action qu'ils entendaient entreprendre cette année.

La dernière tentative du gouvernement d'envoyer en province un millier d'étudiants en C.P.E.M. (Centre Préparatoire aux Etudes Médicales), annonce une rentrée difficile en particulier en Lettres et dans les C.P.E.M.

Le prochain budget créera des problèmes bien plus considérables : un sérieux coup de frein à l'extension de l'Université a en effet été donné :

- de 2.857 postes créés on passera à 1.125 (I.U.T. non compris) ;
- on assistera à une diminution importante des crédits de construction universitaire, surtout en médecine.

Les syndicats universitaires réclament donc un Collectif budgétaire pour cette rentrée et une modification du prochain budget qui permette à l'Université de se transformer. Il ne limite pas en effet leur revendication au seul aspect quantitatif, mais réclame les moyens d'une véritable révolution pédagogique.

C'est pourquoi, ils ont aussi décidé de mettre en place un certain nombre d'expériences pédagogiques qui

permettront d'effectuer à l'Université une recherche pédagogique sérieuse.

Des comités étudiants-enseignants prendront en charge ces expériences et conduiront à poser également les problèmes du contenu de l'enseignement et de formation professionnelle.

Une Quinzaine Nationale d'Action permettra plus particulièrement aux universitaires de populariser les thèmes et de mettre en place ces comités. Elle comportera des manifestations importantes là où les problèmes matériels seront les plus criants, et sera ponctuée par des arrêts de travail qui entraîneront les étudiants et les enseignants à poser l'ensemble des problèmes universitaires. □

Leaders

La résistible ascension de Giscard

Lucien Saintonge

Giscard d'Estaing, député du Puy-de-Dôme, président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, ancien ministre, président de la Fédération nationale des Républicains Indépendants, est candidat à la succession du chef de l'Etat et se plaît à le laisser entendre. Pourquoi, comment, au nom de qui et avec quelles chances, voilà quelques questions auxquelles il faut réfléchir, si l'on veut avoir une vue saine et raisonnée des multiples initiatives, attractions et autres « événements d'opinion » par lesquels il se signale à l'attention du public.

Valéry Giscard d'Estaing est né en février 1926 d'une famille dont l'aisance et l'influence étaient aussi incontestables que ses origines nobiliaires étaient douteuses. M. Edmond Giscard d'Estaing, son père, était et est encore, comme tous les hommes de la famille, dirigeant de sociétés financières. Son épouse était la fille de J. Bardoux, homme politique modéré et publiciste de la vieille école, ce qui le conduisit jusqu'à l'Institut.

Pendant l'occupation, Valéry Giscard d'Estaing, tout à ses études, franchissait aisément les étapes d'une belle carrière universitaire qui le mena, à vingt ans, aux premières places du concours de l'Ecole polytechnique, ce qui, avant guerre, constituait la première étape d'une carrière de financier. Mais on vient de créer un « raccourci », en l'occurrence l'Ecole nationale d'Administration, et le jeune Giscard en devine toutes les ressources : il y est reçu et en sort suffisamment bien placé, en 1952, pour être nommé à l'Inspection des Finances. La première étape est franchie : un fils de famille inspecteur des Finances trouve vite sa place dans le cabinet ministériel d'un « patron » politique, et son autorité de haut fonctionnaire le sert dans la carrière d'homme public. Après un tel « stage » au cabinet d'Edgar Faure, en 1955, Valéry Giscard d'Estaing peut croire son ascension bien entamée quand survient une occasion peu banale de brûler les étapes : son grand-père Jacques Bardoux qui, à 81 ans, est encore député du Puy-de-Dôme, se retire, lors de la dissolution de l'Assemblée, et fait placer son petit-fils en bon rang sur la liste du Centre National des Indépendants pour le département. Et en effet, le jeune fonctionnaire se retrouve, à trente ans moins un mois,

à la tête d'un fief électoral qui l'envoie d'emblée au Palais-Bourbon.

Un jeune élu

Le jeune député ne cherche pas tout de suite une publicité de mauvais aloi mais fait ses classes parmi la droite classique, dont la médiocrité ambiante lui permet vite d'acquérir des titres au pouvoir. Lorsque Antoine Pinay tente un ministère de droite après l'effondrement de Bourges-Maunoury (octobre 1957), il y a une place comme secrétaire d'Etat : mais l'échec de cet essai le dispense d'être un « ancien de la IV^e ».

Après le 13 mai, comme ses scrupules républicains ont cédé devant son sens de l'ordre, il trouve vite place parmi les soutiens du ministère de Gaulle, où son protecteur Pinay gère les Finances en y faisant sa déjà célèbre politique de déflation. Réélu sans grande peine avec la « vague gaulliste » de novembre 1958, Giscard accède en janvier 1959 au secrétariat d'Etat aux Finances, car Pinay veut un « assistant » sûr au gouvernement.

La retraite de Pinay, un an plus tard, sur une controverse avec les dirigistes Debré et Jeanneney, n'interrompt pas la carrière de Giscard qui connaît bien le travail et sait le faire savoir. Baumgartner accepte sans enthousiasme la place de Pinay, et s'engage à n'y rester que deux ans. C'est alors que Giscard commence à multiplier les occasions de se faire valoir et à regrouper les parlementaires indépendants « hostiles » à l'Algérie française, pour se donner une autorité politique au gouvernement.

Aussi, en février 1962, au départ de Baumgartner, accède-t-il à la place de ministre des Finances, source de difficultés mais gage de célébrité. Tant par l'orientation de sa politique économique que par la nature de ses amitiés politiques, il est fait pour rassurer Pompidou qui, en avril 1962, se voit chargé d'animer un gaullisme moins intransigeant et plus accueillant que celui de Debré. C'est donc pendant près de quatre ans que Giscard peut appliquer sa conception de l'économie à la politique gouvernementale, car aucune résistance sérieuse ne s'y exerce à l'intérieur de la majorité. Cette conception, elle tient presque toute dans un principe, qui est celui de la supériorité de l'économie de



Suivez leur regard.

Agip

marché : il estime que l'économie d'un pays développé ne peut fonctionner au mieux que par le jeu des décisions des chefs d'entreprise, qui seuls ont intérêt à agir sans cesse dans le sens de l'accroissement de la production.

Il faut par conséquent détruire tous les mécanismes qui ont été instaurés pour faire prévaloir dans les affrontements économiques d'autres intérêts que ceux des couches dominantes : on réduit l'influence de la planification qui faisait trop de place aux investissements collectifs et aux consommations sociales, on réduit la fonction bancaire du Trésor qui finançait les investissements des secteurs jugés socialement ou politiquement prioritaires, et raréfiait ainsi les ressources financières de la grande industrie ; on réduit enfin l'autorité et l'indépendance des institutions publiques d'intervention dans l'économie (réglementation, subventions, etc.). Une politique favorisant sans contrepartie l'autonomie des centres de décisions privés était évidemment la moins apte à freiner l'inflation qui surgissait.

Faire du Pinay

Ce n'est qu'au dernier moment que Giscard réagit, en faisant « du Pinay », mieux fait sans doute mais guère mieux pensé : freinage de la consommation des ménages, des dépenses de l'Etat, ralentissement de l'expansion. Dirigeant économique de l'ère néo-capitaliste, Giscard d'Estaing se range finalement parmi les moins audacieux et les moins modernistes des économistes, beaucoup plus près d'un Rueff, par exemple, que

d'hommes comme Jeanneney, Massé, qui sont persuadés de la nécessité d'un Etat arbitrant énergiquement entre les intérêts privés pour animer le fonctionnement et le développement de l'économie en prévenant les déséquilibres et les déficiences.

Du point de vue de la gauche, ce refus de l'interventionnisme, cette ardeur déplanificatrice achèvent le portrait d'un chef politique lié intimement aux intérêts des grandes entreprises, d'un économiste privant l'Etat moderne de tous les instruments que pourrait saisir la gauche victorieuse pour transformer profondément et durablement la société française.

Et c'est cet homme-là qui prétend au pouvoir suprême. Où en est-il de son entreprise, par quelles faiblesses peut-on le vaincre ? D'abord, Giscard d'Estaing s'est fait chef de parti. Ni au temps de la Résistance, ni à celui du R.P.F., il n'a fait « les classes » d'où sort tout dirigeant gaulliste.

C'était donc en jouant de ses origines modérées que Giscard devait se constituer une « base ». A la rentrée parlementaire, après la dissolution et les nouvelles élections, c'est l'incertitude : il y a bien eu une « vague » gaulliste mais rien n'est encore joué : il y a 227 ou 228 députés U.N.R. et U.D.T., et il en faut 242. Il y a une douzaine d'indépendants élus avec le soutien de « l'Association pour la V^e République », dont Giscard lui-même. Sept ou huit autres n'étaient pas soutenus par les gaullistes, mais n'avaient pas eu de concurrent U.N.R. ! enfin, une quinzaine a réussi à repasser en affrontant les gaullistes.

Si on arrive à rassembler les deux premiers groupes et à débaucher quelques hommes raisonnables dans la troisième, la majorité est sauvée, et il y a un beau rôle de force d'appoint à jouer. C'est ce que réussit Giscard qui, additionnant les indépendants gaullistes, les « neutres » et quelques C.N.I. réélus quinze jours avant comme anti-gaullistes (Terré, Bettencourt, d'Aillères, Anthonioz, Boisdé, etc.), arrive au chiffre de 30 qui lui permet de constituer un groupe qu'on intitule à tout hasard Républicains Indépendants.

Les circonstances de cette naissance et le fait que l'appoint de ce groupe soit resté nécessaire pendant toute la législature disent assez la nature du rassemblement dont Giscard cherche à faire un parti : une juxtaposition de parlementaires élus en général sur leur notabilité locale, peu soucieux d'affronter le courant d'opinion qui porte le gaullisme, mais en même temps peu enthousiastes devant les audaces provocantes de la sortie de l'O.T.A.N., de la politique agricole de Pisani, de la dénonciation de l'intervention U.S. au Vietnam ou de l'intéressement... C'est suffisant pour faire de la démagogie en daubant sur « le sens du dialogue », ou « l'élément libéral de la majorité », sur le « oui mais », etc.

Le moment est venu

Mais lors de la préparation des élections de 1967, Giscard, qui a vu le ballottage de 1965 provoqué par la rébellion de « la droite » classique, mais qui juge que Lecanuet a « raté son coup » en prêchant l'anti-gaullisme à un électoral qui s'est rallié aux trois cinquièmes, voit le moment venu d'affirmer son originalité et son autonomie, et multiplie les pressions pour accroître son influence au sein de la majorité. C'est à ce moment que, amplifiant sa publicité personnelle, il s'efforce de faire apparaître les Républicains Indépendants comme un mouvement moderne, dynamique, ouvert, avec tout le battage publicitaire du type « perspectives et réalités », les trouvailles politiques qui n'engagent à rien, dans le style « Europe existentielle », ou autres balivernes.

De fait, il arrive à faire présenter, et à faire élire, un certain nombre de « jeunes cadres », de fonctionnaires, dirigeants d'entreprise, à l'allure technocratique et résolue. Faut-il donc penser que Giscard a acquis assez de poids politique propre pour se situer en marge du gaullisme, et qu'il s'apprête à la phase finale de son ascension ?

La faille

C'est là qu'il faut analyser les choses de près. Indiscutablement, les Républicains Indépendants ont heu-

reusement franchi le cap des élections : un gain d'une dizaine de sièges, une élévation en qualité du groupe parlementaire, une extension indéniable du « réseau » giscardien parmi les notables. Mais quelle force cela représente-t-il, de façon autonome, par rapport au gaullisme ? Giscard a-t-il su se créer, au-delà d'une audience personnelle, l'appareil national indispensable à l'affirmation de son autonomie ? A première vue, on pourrait le croire au moins en voie d'y parvenir.

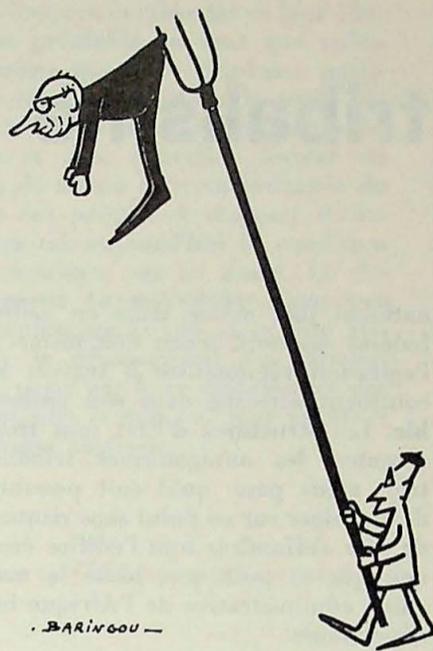
Mais ce qui à l'analyse apparaît évident, c'est que l'équivoque politique totale dans laquelle s'est opéré ce rassemblement limite énormément la liberté de manœuvre du chef. En rassemblant ceux qu'il essaie de faire passer pour son parti, Giscard d'Estaing s'est bien gardé de leur dire si c'était pour dire oui ou bien pour dire mais...

Aussi est-il facile à Pompidou de rappeler que ce sont les électeurs gaullistes qui ont élu les giscardiens, et ce qui est présenté comme une protestation de morale politique n'est rien d'autre qu'une menace directe. Giscard, qui prône la simplicité et la franchise des choix, qui appelle de ses vœux un système de bipartisme, s'est interdit à lui-même de pratiquer publiquement la politique de bascule et encore moins le renversement des alliances.

Et c'est finalement en raison de cette incapacité qu'il essaie de se libérer, de se renforcer en attirant l'attention par le nouveau « gadget » de « l'exercice solitaire du pouvoir », par ses critiques sur les ordonnances, le Moyen-Orient, etc. Si la succession du gaullisme s'opère d'une manière organisée, c'est-à-dire si le chef de l'État a le temps de désigner un successeur orthodoxe et de l'appuyer devant le pays, Giscard risque fort d'apparaître comme le « diviseur » et l'ambitieux sans scrupules qui veut ramener les désordres de l'époque des groupes-charnières.

Le corps électoral s'est encore chargé de le lui dire hier : à Laigle-Mortagne, un « R.I. », ni investi ni désavoué, comme il se doit, tentait une expérience contre un ancien député U.N.R. falot et usé dans une région favorable à la droite classique : il a été écrasé par le centriste et l'U.N.R. orthodoxe. A Courbevoie, aux cantonales, le député R.I. de la circonscription, appuyé localement par Giscard lui-même, s'attaquait au conseiller sortant U.N.R. ; il a eu trois fois moins de voix que le gaulliste officiel.

Ainsi, il semble bien que les meilleures chances de Giscard soient pour le cas où la succession s'ouvrirait brutalement et où le gaullisme se disloquerait. Mais alors, les choses seraient finalement peut-être plus claires, les équivoques sauteraient : ce serait, tout simplement, à la gauche de jouer ; et son meilleur jeu serait assurément l'offensive. □



□ Paysans L'explosion

Jean-Lucien Aguié

2 octobre ! Chocs violents avec les C.R.S., gaz lacrymogènes, la permanence de l'U.N.R. sacquée et incendiée à Quimper, des pierres atteignent les vitres de la Préfecture à Caen, échauffourées à Pau, à Tarbes, poteaux télégraphiques abattus ailleurs...

Un peu partout en France, les agriculteurs ont manifesté leur mécontentement. Des rassemblements importants, atteignant parfois plus de 10.000 personnes, ont amené les manifestants dans les principales villes du Sud-Ouest, de Bretagne et des autres régions.

Le désespoir des agriculteurs atteint les frontières de l'explosion. Leur revenu accuse une baisse insupportable.

Comme il fallait s'y attendre, les exploitants des régions en difficulté ont parlé avec force. La révolte gronde. Eleveurs, producteurs de maïs, coopérateurs atteints par les ordonnances, d'autres encore sont très mécontents. Ni les interventions de la S.I.B.E.V., insuffisantes, sur le marché de la viande, ni la politique de Bruxelles où l'on remet toujours ne les satisfont.

Ils veulent, sans attendre, une augmentation substantielle des prix de la viande à la production, des mécanismes d'intervention efficaces, une régionalisation de la politique agricole permettant le rattrapage des régions défavorisées. Ils veulent aussi un programme communautaire qui tienne compte du retard de ces régions.

Mais le gouvernement se dérobe. Le ministre de l'Agriculture pleure

à la cantonade qu'il n'a pas assez de moyens ; et d'accuser le grand méchant ministre des Finances ! Allons ! Allons ! S'il n'est pas d'accord avec la politique suivie, qu'il s'en aille, ont crié de nombreux responsables agricoles.

Cette journée de manifestations revêt un caractère particulièrement important

- parce qu'elle montre la détermination du monde agricole à ne plus se laisser endormir par les promesses,
- parce que la F.N.S.E.A. se trouve entraînée, par les dirigeants des régions défavorisées et par les jeunes, dans une action généralisée,
- parce que l'action commencée va se poursuivre. En particulier par le soutien qu'apporteront les agriculteurs à la journée du 12 octobre prévue par le comité de Guéret.

Le regroupement des agriculteurs s'opère dans l'action. Ce n'est plus celui des notables. C'est celui de tous ceux qui, au bord du désespoir, sont prêts à se battre pour leur dignité. □

LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U. COMMUNIQUE :

Les manifestations du 2 octobre révèlent à ceux qui l'ignoraient ou faisaient semblant de l'ignorer que le mécontentement des agriculteurs a atteint un point critique.

Le P.S.U. apporte son soutien à la cause défendue par les paysans en colère. Il a rappelé notamment au cours de son dernier Comité politique national la raison profonde de la situation actuelle : une politique délibérée à Bruxelles favorise le développement d'une agriculture capitaliste fondée sur les grosses exploitations du nord de l'Europe et ruine les exploitations des zones rurales périphériques quels que soient leurs efforts d'équipement. Il a demandé que cette conception du Marché commun agricole soit rejetée.

Le P.S.U. a montré également que le statu quo ne saurait être maintenu dans toutes les campagnes et que la défense de l'exploitation familiale traditionnelle sans réformes de structures est une duperie. Seul, un effort tenace des exploitants pour se grouper autour de puissantes coopératives de transformation et de commercialisation peut préserver l'avenir des régions herbagères.

Il faut également obtenir du gouvernement et du Marché commun qu'ils cessent de consacrer la plus grande partie des aides financières à l'accroissement des revenus des grosses exploitations et que désormais ils organisent une aide planifiée sur une base régionale aux exploitations et aux industries de transformation à base coopérative.

□ **Tiers monde**

Eloge du tribalisme

Manuel Bridier

Guerre civile ou guerre nationale, sécession coupable ou revendication légitime, quoi qu'il en soit le sang coulé maintenant depuis des semaines dans ce qui fut naguère le plus grand et le plus riche des Etats indépendants d'Afrique noire, la Fédération du Nigeria. Des hommes qui ont en commun la même misère et le même passé colonial, qui connaissent les mêmes besoins et les mêmes difficultés, se battent pour des notions apparemment aussi abstraites que l'unité nigeriane ou l'indépendance du Biafra, sous le commandement de quelques militaires et à l'instigation de quelques politiciens parfaitement représentatifs, pour l'un et l'autre côté, de la nouvelle bourgeoisie nationale, commerçante ou bureaucratique.

N'est-ce pas un exemple aberrant des méfaits du tribalisme et n'y a-t-il pas quelque paradoxe à vouloir ici justifier ce que tous condamnent, depuis les leaders de l'Afrique « révolutionnaire » jusqu'aux chefs d'Etat les plus « modérés » ?

La fédération impossible

Avant d'aborder la question de fond, sous son aspect général, il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici les arguments invoqués tant à Lagos qu'à Enugu par les responsables de la guerre actuelle.

Du côté du Biafra, on évoque surtout les pogromes de l'été dernier, quand des dizaines et des dizaines de milliers d'Ibos, originaires de l'Est, furent massacrés par les Haouassas du Nord, tandis que des milliers d'autres devaient s'enfuir et chercher refuge dans la province orientale. Ce sont de tels événements — dit-on au Biafra — qui rendaient impossible le maintien de la constitution ancienne, dont le résultat fut d'instaurer la domination des féodaux du Nord sur la fédération tout entière. La proclamation de l'indépendance ne serait elle-même qu'une riposte au refus d'accorder à l'Est une autonomie plus grande au sein d'une fédération renouée.

Pour le gouvernement fédéral, au contraire, la reconnaissance d'un fait

national ibo, même dans un cadre fédéral assoupli, serait une prime à l'agitation régionaliste à travers le continent africain dans son ensemble. Les structures d'Etat sont trop récentes, les antagonismes tribaux trop aigus pour qu'il soit possible de transiger sur ce point sans risquer de voir s'effondrer tout l'édifice économique et politique, toute la machine administrative de l'Afrique indépendante.

Ce point de vue est partagé par la plus grande partie des chefs d'Etat africains, qui ont eux-mêmes réprimé, souvent avec la dernière rigueur, les mouvements d'autonomie régionale dans leurs pays respectifs. A leur position de principe s'ajoute en l'occurrence le sentiment que les mouvements autonomistes ne sont que l'effet d'intrigues étrangères. La hantise du Katanga a motivé pour beaucoup la condamnation du Biafra, malgré l'appui apporté au gouvernement fédéral par les puissances étrangères sans exception, de l'U.R.S.S. à la Grande-Bretagne.

Tribalisme et colonialisme

La condamnation du tribalisme, la méfiance envers les manifestations tribales ne date pas, il est vrai, de la création des nouveaux Etats. Elle fait partie des idées les plus couramment admises par les militants anti-colonialistes, qu'ils soient africains ou européens.

Les raisons de cette attitude sont nombreuses mais la première est évidemment l'usage que le colonialisme lui-même a su faire des rivalités tribales. Si dans quelques régions, dans les pays musulmans en particulier, les chefs traditionnels ont pu être un noyau de résistance à la colonisation, dans la plupart des cas, surtout lorsqu'il s'agissait d'ethnies morcelées, les conflits entre les tribus ont servi de prétexte à la pénétration européenne. Les administrations coloniales se sont ensuite appuyées sur les institutions en place, quitte à modifier le mode de désignation des responsables et à faire disparaître les formes archaïques de démocratie dont ces institutions témoignaient.

Le nationalisme africain naissant rencontrait ainsi sur sa route le tri-



L'ambiguïté des traditions.

balisme, à la fois comme un instrument direct de la politique coloniale et comme un obstacle à la prise de conscience d'une condition africaine homogène, base de développement d'une action commune. Quant aux Africains de formation socialiste et aux anticolonialistes européens, ils ajoutaient à cette réprobation historique la condamnation théorique du tribalisme. Les travailleurs noirs ne se définissaient-ils pas en tant que travailleurs, exploités par le système capitaliste de production, et non en tant que membres de telle ou telle tribu ? Le progrès social dans les pays sous-développés ne passait-il pas par la substitution des conflits sociaux économiques aux anciens antagonismes de race ou de religion ?

A partir d'un certain niveau de simplification, de telles idées générales — justes pour l'essentiel mais insuffisamment nuancées — ne pouvaient conduire qu'à la négation des problèmes tribaux, comme ailleurs à la négation d'un problème noir ou d'un problème juif en tant que tel.

Le jacobinisme en faillite

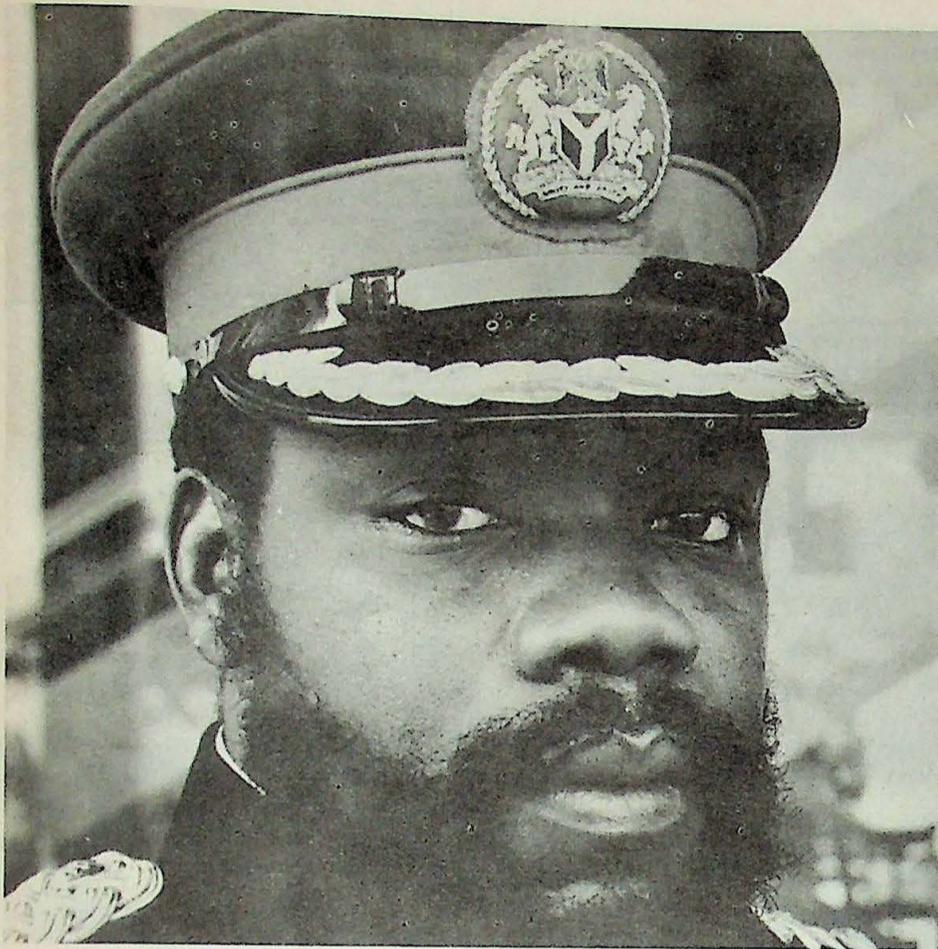
Cette conjonction de la bourgeoisie nationale et des militants progressistes sur la question du tribalisme aboutissait à une conception commune de l'Etat, celle d'un Etat centralisateur de type jacobin. Même

lorsqu'il admettait des structures apparemment fédérales, un tel Etat ne pouvait pas reconnaître les diversités ethniques mais seulement des subdivisions territoriales, dont il s'efforçait d'ailleurs de réduire au minimum l'autonomie administrative. Certains Etats sont allés le plus loin possible dans cette voie en supprimant les représentations communales et en confiant à des gouverneurs l'administration des grandes villes.

De telles constructions juridiques n'en constituaient pas moins des barrières bien peu solides contre la réalité. Ignorés ou niés par le droit, le fait tribal, la diversité des origines ethniques réapparaissaient dans la vie courante, avec d'autant plus de force et d'une façon d'autant plus négative que rien n'était fait, au contraire, pour en assurer l'expression normale et l'intégration dans un Etat moderne.

Il n'est guère de pays africains qui n'aient connu, depuis leur indépendance, des conflits raciaux; il n'en est guère qui ne tiennent en suspicion l'une ou l'autre de ses minorités raciales. Il n'en est guère, enfin, où le tribalisme ne triomphe de la manière la plus dangereuse et la plus hypocrite, sous le masque même du centralisme jacobin.

Les élections, le choix des ministres et des fonctionnaires sont autant de manifestations d'un tribalisme honteux. Les chefs d'Etat s'appuient



Odumegwu Ojukwu, l'homme fort du Biafra.

Keystone

ouvertement sur leurs tribus d'origine et s'ils doivent concéder quelques postes aux représentants des tribus voisines ils ont bien soin de se faire garder militairement par des hommes de leur propre race. La négation officielle de la réalité tribale, le refus de reconnaître l'existence du tribalisme et de lui donner une représentation adéquate ne conduit nullement à la formation d'une nation homogène mais à l'hégémonie d'une tribu sur les autres, à la forme la plus nocive du tribalisme lui-même.

Tribalisme et lutte des classes

Dans les grandes villes, il est vrai, et dans les régions plus industrialisées, nous assistons parallèlement à un déclin des particularismes tribaux. Les travailleurs d'un grand port, d'une entreprise minière, d'un chemin de fer par exemple, prennent peu à peu conscience de leur situation sociale. Dans les banlieues populaires des grandes villes, si les originaires d'un même village ont d'abord tendance à se regrouper, à resserrer leurs liens d'origine — au point que l'on a pu parler d'un phénomène de « sur-tribalisation » en même temps que de « détribalisation » en milieu urbain — les conditions de travail, les revendications communes tendent à la formation d'une classe sociale de type moderne.

Est-ce à dire que ce processus soit facilité par la négation juridique et culturelle du tribalisme, par le centralisme administratif de l'Etat unitaire ? C'est exactement l'inverse qui se produit. Le tribalisme opprimé prend allure de protestation, de revendication. Les masses populaires sont alors soudées à leurs propres notables au lieu d'en être dissociées par le développement des contradictions économiques. Au sein des ethnies dominantes elles-mêmes, le sentiment de participer à la puissance de l'Etat se joint à quelques avantages matériels et à la crainte d'une « revanche » pour solidariser la population et les chefs. La négation juridique du tribalisme devient alors un obstacle plus grave que le tribalisme lui-même sur la voie de la différenciation sociale, qui est la condition de tout progrès économique et politique ultérieur.

C'est là une observation que l'on peut faire non seulement en Afrique, mais dans le monde entier. On peut toujours proclamer que les ouvriers noirs américains sont solidaires des ouvriers blancs contre le même exploiteur. On peut affirmer que le Canada se compose de bourgeois et de prolétaires et non de « Français » et d'« Anglo-Saxons ». On peut déclarer que la conscience d'être juif est une mystification. Il n'en restera pas moins que l'oppression politique, économique et culturelle d'une minorité entraîne inévitablement des phénomènes de solidarité — que nous appellerons « tribale » pour simplifier — et que le développe-

ment des luttes sociales à l'intérieur de ces minorités elles-mêmes suppose leur reconnaissance et leur libération préalable en tant que telles. De même que l'indépendance nationale des colonies pouvait seule ouvrir la voie aux nouvelles contradictions et aux nouvelles formes de lutte, de même la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est aujourd'hui la condition d'un nouveau pas en avant. Le dépassement du tribalisme passe par la reconnaissance de la réalité tribale ; le dépassement du nationalisme passe par la reconnaissance des autonomies et non par leur négation juridique abstraite.

La confédération nécessaire

Les événements qui se déroulent au Nigeria montrent, hélas ! qu'il ne s'agit pas là de spéculations gratuites. A l'heure où nous écrivons, les troupes fédérales progressent dans le centre et il n'est pas impossible que la dissidence du Biafra soit bientôt réduite par les armes. Une mission diplomatique de l'O.U.A. sera en même temps sur place et il n'est pas impossible non plus que l'on aboutisse à un compromis politique au niveau des grands responsables.

De toute façon, le problème ne sera pas résolu si l'on s'obstine à ne tenir aucun compte de la réalité sociologique. Elle reparaitra de façon explosive, quelles que soient les mesures administratives que l'on inventera pour s'y opposer.

Certains, qui sont prêts à accepter ce point de vue sur le plan de la sociologie, reculent devant ses conséquences politiques. N'est-ce pas un encouragement à la balkanisation de l'Afrique, à la création de micronationalités inviables, de mini-marchés ridicules, qui seront une proie facile pour les forces impérialistes ?

Le danger existe, il est vrai, mais où voit-on que la conception actuelle des Etats territoriaux soit une réponse ? Nombre d'ethnies, coupées en morceaux par les frontières coloniales, ont plus de ressortissants que beaucoup de petits Etats.

Certains craignent aussi que la renaissance du tribalisme ne soit un pas en arrière sur le chemin de l'unité africaine. Mais où voient-ils que la formation des nationalités actuelles y soit un pas en avant ? Les micro-Etats territoriaux sont à la bourgeoisie naissante ce que les fiefs du Moyen Age étaient à la féodalité : la base matérielle de sa puissance et de ses revenus. Ils sont un obstacle autrement plus dangereux sur le chemin de l'unité continentale que la reconnaissance des personnalités ethniques.

Nous nous apercevons de plus en plus, dans les pays industriels, que la libération de l'homme est un phénomène global, dont les aspects politiques, économiques, sociaux, culturels sont indissolubles. Cela implique inévitablement que la libération de l'individu est elle-même indissoluble de la libération des groupes — qu'un homme ne saurait se réaliser pleinement s'il appartient à un groupe auquel on dénie l'égalité des droits, l'égalité du développement, s'il parle une langue, s'il est l'héritier d'une culture qui ne sont pas admises à l'égalité avec les autres langues, les autres cultures, dans un nouveau type de fédération, ou plutôt de confédération régionale.

Cela est vrai aussi bien dans les pays du tiers monde. L'indépendance du Biafra n'était pas une bonne solution. Elle ne pouvait conduire qu'à la formation d'un Etat croupion, vassal des compagnies pétrolières. La négation d'un fait national ibo, par la force ou par la loi, n'est pas non plus une solution possible. C'est la conception jacobine de l'Etat qui éclate sous la pression des événements. L'Etat nation doit s'ouvrir vers le haut et vers le bas, vers la reconnaissance des autonomies tribales ou provinciales dans un sens, vers le grand ensemble confédéral dans l'autre sens.

Les mouvements de libération, comme le mouvement socialiste en Europe, ne peuvent pas ignorer cette dimension du problème. Ils doivent assumer les aspirations des minorités tribales et nationales au lieu de les redouter. C'est à ce niveau seulement que l'internationalisme et la reconnaissance du droit des peuples se rejoignent — dans la perspective d'une civilisation humaine, diverse dans sa forme, unique et socialiste dans son contenu (*).

* Eh oui, c'est une citation de Staline — ou presque. Mais Staline a écrit d'excellentes choses (en 1912...) sur la question nationale, qu'on devrait lire plus souvent.

N.D.L.R. — Sur les complexes problèmes du tribalisme, nous conseillons vivement la lecture d'un dossier paru dans *le Mois en Afrique* de juillet 1967 sous les signatures de R. Delavignette, L. Milcent, J. Ziegler.

Ainsi que le livre récent de Colin Turnbull : *l'Africain désespéré* (Seuil) qui décrit les problèmes tribaux de l'intérieur.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

PERSONA (Suédois)
(V. O.)

Cantoniales

Les élus du P.S.U.

- 1 HAUTES-ALPES - Saint-Firmin : Pierre ROZIER (2^e tour).
- 2 ARDENNES - Signy-le-Petit : Abel NORECK (2^e tour).
- 3 CHARENTE-MARITIME - Saujon : Michel BOUCHER (2^e tour).
- 4 COTE-D'OR - Nuits-Saint-Georges : Henri ECART (1^{er} tour).
- 5 COTES-DU-NORD - Paimpol : Marcel LE GUYADER (1^{er} tour).
- 6 COTES-DU-NORD - Corlay : Léon SERANDOUR (2^e tour).
- 7 CREUSE - Chatelus-Malvaleix : Jean MONTEILLER (1^{er} tour).
- 8 CREUSE - Royère : Pierre FERRAND (1^{er} tour).
- 9 EURE - Gaillon : Maurice MAIRE (2^e tour).
- 10 FINISTERE - Lanmeur : TANGUY-PRIGENT (1^{er} tour).
- 11 GERS - Valence-sur-Baise : Alexandre BAURENS (1^{er} tour).
- 12 MARNE - Beine : Pierre RODRIGUE (2^e tour).
- 13 MOSELLE - Hayange : Victor MADELAINE (2^e tour).
- 14 OISE - Formerie : Henri MACREZ (2^e tour).
- 15 BASSES-PYRENEES - Naye-Est : Henri PRAT (2^e tour).
- 16 HAUTE-SAONE - Champagny : Alphonse PHEULPIN (1^{er} tour).
- 17 YVELINES - Saint-Nom-la-Bretèche : René CROZET (2^e tour).
- 18 VOSGES - Saint-Dié : Pierre NOEL (2^e tour).

BILAN D'ENSEMBLE :

Tous les sortants présentés par le P.S.U. ont été réélus, soit	9
Parmi les candidats présentés par le P.S.U., on compte comme élus au premier ou au second tour	9
Total	18
Gains pour le P.S.U.	9

Le P.S.U. au 2^e tour

HAUTES-ALPES - 05. — *Saint-Firmin*. A l'issue du 1^{er} tour (P.C. 417 voix ; U.N.R. 460 voix ; Divers Droite 215 voix) la droite semblait avoir partie gagnée dans ce canton. Le Docteur ROZIER, sortant P.S.U., qui ne souhaitait pas se représenter du fait de ses obligations professionnelles, est alors intervenu dans la compétition et a conservé ce siège à la gauche avec 58,3 % des voix.

ARDENNES - 08. — Belle victoire d'Abel NORECK à Signy-le-Petit. Il l'emporte avec 1.168 voix (60,5 %) contre 760 au candidat U.N.R. La représentation du P.S.U. se trouve donc portée à 3 sièges au C.G. des Ardennes.

CHARENTE-MARITIME - 17. — Le P.S.U. fait son entrée dans le Conseil général de la Charente-Maritime grâce à Michel BOUCHER qui, dans le canton de Saujon, recueille 2.065 voix (55,4 %) soit près de 300 de plus que le total P.S.U.-P.C. du 1^{er} tour et confirme sa percée des élections législatives. Son adversaire, qui défendait le siège du conseiller sortant modéré, obtient 1.660 voix.

COTES-DU-NORD - 22. — Les deux sortants P.S.U. ont été réélus. Marcel GUYADER à Paimpol au 1^{er} tour, Léon SERANDOUR qui, au second tour, n'avait plus d'adversaire. A Jugon, Marcel MESLAY gagne une centaine de voix par rapport au total P.S.U.-P.C. du 1^{er} tour, son adversaire modéré en perd plus de 300. Cela ne suffit pas pour enlever le siège de ce canton réactionnaire.

DOUBS - 25. — *Pont-de-Roide*. L'augmentation du nombre des votants profite

à réactionnaire, aux dépens de notre camarade TARBOURIECH.

EURE - 27. — A Gaillon, élection de Maurice MAIRE, candidat P.S.U. Au Neubourg, BONNEL ne retrouve pas la totalité des voix de la gauche au 1^{er} tour (1 communiste et 1 radical).

ILLE-ET-VILAINE - 35. — Charles FOU-LON, candidat unique de la gauche au second tour (à Rennes N.O.) atteint 34,5 % des votants (31,9 % aux précédentes législatives). Ainsi se confirme la progression de l'implantation du P.S.U. à Rennes.

LOIRE - 42. — A Montbrison, Maurice PLACE, candidat unique de la gauche au second tour gagne 348 voix sans atteindre le total des voix P.S.U.-P.C.F. du premier tour. Bien que divisée, la droite conserve le siège.

MARNE - 51. — Pierre RODRIGUE, présenté par le P.S.U., est élu avec 1.357 voix (57,5 %) contre 1.000 à son adversaire radical F.G.D.S., conseiller sortant qui s'était maintenu et a récolté les voix réactionnaires.

MOSELLE - 57. — Le P.S.U. fait son entrée dans le conseil général de la Moselle en enlevant 1 siège à l'U.N.R. Victor MADELAINE dépasse en voix (8.741 contre 8.027) et en pourcentage (67 % contre 63,2 %) le total de la gauche au 1^{er} tour.

OISE - 60. — A Formerie, M. MACREZ, soutenu par le P.S.U. gagne 431 voix, il l'emporte largement sur le Centre Démocrate, malgré le maintien du candidat communiste qui perd la moitié de ses voix (P.C.F., 1^{er} tour : 631 voix ; 2^e tour : 276 voix).

BASSES-PYRENEES - 64. — Henri PRAT dépasse largement le total des voix de gauche du premier tour et l'emporte à Naye-Est où il bat le modéré sortant.

VOSGES - 88. — Le P.S.U. entre au conseil général des Vosges en enlevant 1 siège à l'U.N.R. Pierre NOEL, maire de Saint-Dié, confirme la percée effectuée à l'occasion des élections législatives. Il amé-

liore en effet tant en voix (7.358 contre 6.006) qu'en pourcentage (62,5 % contre 57,4 %) les résultats obtenus par l'ensemble de la gauche au 1^{er} tour.

YVELINES - 78. — Notre camarade René CROZET, qui n'a pas recueilli l'ensemble des voix de la gauche du 1^{er} tour, bat néanmoins l'U.N.R. Joron malgré la forte poussée des suffrages réactionnaires entre les 2 tours.

OBSERVATIONS POUR UN OBSERVATEUR

Le *Nouvel Observateur* (n° 150) écrit sous la signature de Christian Hébert, à propos des résultats du premier tour des cantoniales : « Quant au P.S.U., il n'a de résultats intéressants que lorsqu'il a bénéficié du soutien ou du retrait de la F.G.D.S. Partout ailleurs, il vient très nettement derrière les candidats des deux grands partis. »

Le *Nouvel Observateur* nous avait habitués à plus de rigueur. En effet, si personne n'a jamais contesté l'importance des « deux grands partis », il est aisé, en se reportant aux résultats officiels, de citer entre autres chiffres :

Ardennes - Signy-le-Petit (NORECK) : P.S.U., 572 v. ; F.G.D.S., 294 v. ; P.C.F., 187 v.

Moselle - Hayange (MADELAINE) : P.S.U., 4.466 ; P.C.F., 3.364 ; F.G.D.S., 197.

Yvelines - Saint-Nom-la-Bretèche (CROZET) : P.S.U., 896 ; P.C.F., 884 ; F.G.D.S., 855.

Meurthe-et-Moselle - Nancy Nord (LALLEMAND) : P.C.F., 5.336 ; P.S.U., 2.103 ; F.G.D.S., 1.523.

Seine-Saint-Denis - Bobigny (SOCHON) : P.C.F., 7.917 ; P.S.U., 611 ; F.G.D.S., 369.

Val-d'Oise - Sarcelles (FRENAL) : P.C.F., 3.986 ; P.S.U., 1.388 ; F.G.D.S., 1.262, etc.

Qui veut trop prouver...

Vietnam - O.L.A.S. - L'impérialisme américain en crise

MEETING DE RENTREE DES E.S.U.

Mardi 17 octobre, 21 h, Mutualité

Sous la présidence de Laurent SCHWARTZ

Avec :

Francis KAHN
de retour des maquis
du Sud-Vietnam

Manuel BRIDIER
membre du Bureau national
du P.S.U.

Albert-Paul LENTIN
auteur de la "Tricontinentale"

Jean-François PERTUS
secrétaire national des E.S.U.

REUNION

Mardi 10 octobre, 21 h, 10, rue de Lancry (10^e) :

ASSEMBLEE GENERALE
de la Fédération de Paris
*LES LUTTES SOCIALES
DE LA RENTREE
ET L'ACTION DU PARTI*

Informations et directives par Jacques MALTERRE, membre du Bureau national du Parti, et Jean-Claude GILLET, membre du Bureau fédéral de Paris.

*Présence des adhérents parisiens
indispensable.*

WEEK-END DE FORMATION

Un week-end de formation est organisé par la 6^e section de Paris du P.S.U. les 14 et 15 octobre, au Relais international de la Jeunesse, Poissy.

LE SOCIALISME EN 1967

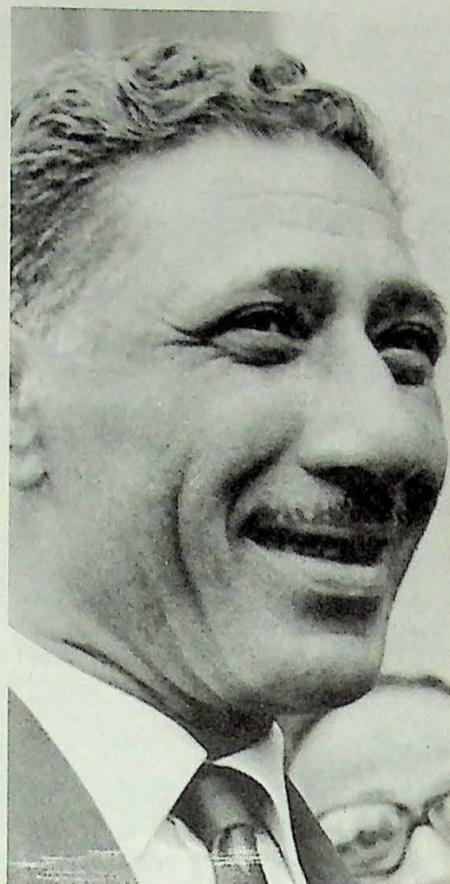
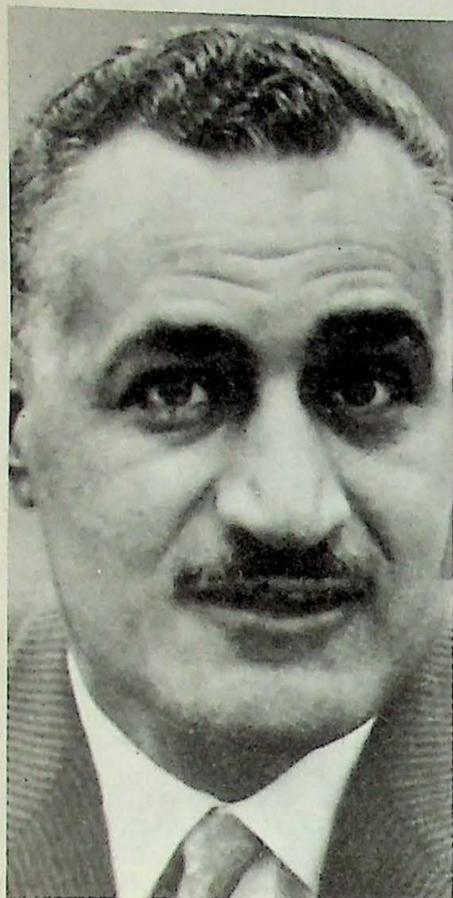
Exposé de Pierre Naville : « La gauche et le P.S.U. en 1967 ».

Exposé de Jacques Malterre sur le socialisme face au néo-capitalisme.

Participation aux frais : 25 F. Inscription et renseignements à J. Lévy, BAB. 06-44.

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »



La mort d'Amer : un complot contre Nasser.

Egypte

Un moment charnière

Yves Belaïd

Le 13 septembre dernier, le commandant en chef des forces armées égyptiennes se suicidait (1).

Le maréchal Abd-El-Hakim Amer avait pourtant été l'un des plus fidèles compagnons du colonel Nasser. Souvent il avait été chargé des missions difficiles et ses échecs mêmes — tel celui de l'éphémère République arabe unie qui liait la Syrie à l'Égypte — n'avaient pas altéré la confiance que les deux hommes se portaient. A cette amitié le colonel Nasser sera resté attaché jusqu'à l'extrême limite : il a en effet rendu un hommage public au maréchal ; après l'avoir fait placer en résidence surveillée pour le livrer aux questions des enquêteurs (rien ne permet d'affirmer qu'Abd-El-Hakim Amer aurait été jugé).

La mort du maréchal Amer consacre une double défaite de l'armée égyptienne en tant que corps politique quasi autonome : celle qu'elle a subie face aux troupes israéliennes, celle d'un complot qui ne visait peut-être pas tant à éliminer le pré-

sident Nasser de la scène politique qu'à imposer sa « réhabilitation » collective.

Le rôle de l'armée

Jusqu'à là, l'armée égyptienne avait été le pilier du régime (c'est précisément Amer, le maréchal, qui était l'interprète de Nasser auprès des militaires). Si toutes les mesures prises par le président, depuis sa rupture, en 1954, avec le général Neguib, ne se réalisaient pas toujours avec l'accord des militaires, rien ne pouvait se faire contre leur volonté.

Il était sans doute « nécessaire » qu'il en fût ainsi : ce sont des militaires qui avaient renversé Farouk en 1952 et pris en main les destinées du pays ; le seul sentiment commun à toutes les forces politiques égyptiennes avait été jusque-là le sentiment nationaliste et l'organisation la plus cohérente était celle des Frères musulmans (cette organisation d'extrême droite a d'ailleurs pu supporter treize ans de régime nassérien...).

(1) Des rumeurs ont circulé selon lesquelles le maréchal aurait été « suicidé » mais rien n'est venu les confirmer.

La « guerre des six jours » a rompu le fragile équilibre qui s'était établi entre les différentes forces, entre les différentes tendances. On sait comment les choses tournèrent sur le plan militaire. C'est à partir de la défaite que les tares du régime (Amer n'était-il pas propriétaire de plantations en Haute-Egypte !) purent être dénoncées publiquement. Par l'homme politique tout comme par l'homme de la rue.

Nasser a voulu en démissionnant assumer l'entière responsabilité des contradictions de son régime. C'est l'intervention populaire, sans doute impulsée par les militants de l'Union socialiste arabe, qui le fit revenir sur sa décision (2).

Depuis la défaite militaire, certains commentateurs se livrent à une comparaison audacieuse ou, pour le moins, prématurée : après la chute du président Ahmed Ben Bella, ils attendent celle du président Nasser. Mais en Algérie, la prise du pouvoir par le colonel Boumediène est intervenue au moment où le F.L.N. allait devenir un véritable parti, tandis qu'en Égypte, Ail Sabri, secrétaire général de l'Union socialiste arabe, et ses compagnons ont eu le temps de mieux asseoir l'organisation. Ainsi la section du Caire de l'U.S.A. est une force politique avec laquelle il faut compter.

L'équilibre

Pour l'heure, la situation économique de l'Égypte est catastrophique : le canal de Suez est fermé à la navigation internationale, des régions pétrolifères sont occupées par les troupes israéliennes, les touristes ne viennent plus. Les devises se font de plus en plus rares. A Khartoum, le président Nasser a réussi ce tour de maître de faire subventionner son pays par des États parfaitement réactionnaires dont les dirigeants lui vouaient une haine tenace, du moins à en faire admettre le principe. Mais cette aide, même ajoutée à celle, importante, des pays socialistes d'Europe, ne saurait redresser une économie déjà difficile. Et l'Égypte ne peut pas vivre longtemps de subventions. Peut-être lorgnera-t-on vers Washington !

On a dit qu'à Khartoum le président Nasser avait fait preuve de réalisme en admettant le principe de la recherche d'une solution politique à ce que les uns appellent le problème palestinien et les autres le problème des rapports israélo-arabes.

(2) Dans « Israël et les Arabes - Le 3^e combat » (Seuil), 192 p., 15 F, Eric Rouleau évoque cette colossale manifestation. Rappelons que le grand spécialiste du monde arabe, Jacques Berque doit incessamment publier chez Gallimard une histoire de l'Égypte dont nous rendrons compte amplement.

A Tel-Aviv, l'intransigeance reste la règle.

Et déjà, au Caire, de nouvelles contradictions apparaissent. Les uns posent le réalisme comme méthode, d'autres comme principe politique. Ainsi, si Ali Sabri est partisan de la « radicalisation » du régime, Mohammed Hassanein Heykal, directeur d'*Al Ahram*, a fait des « ouvertures » publiques en direction de la Grande-Bretagne et proclamé que le marxisme n'était pas fait pour les Égyptiens... Zakaria Mohieddine, connu pour sa « modération », reste vice-président du conseil. Un moment, le président Nasser avait voulu lui céder le pouvoir.

Récemment, Mohammed Hassanein Heykal mettait en garde l'opinion mondiale en répétant que la R.A.U. accepterait une solution politique à la crise du Moyen-Orient mais qu'on ne pouvait résoudre la question de l'occupation des territoires arabes au détriment de la question palestinienne.

Le roi de Jordanie s'est rangé du côté du président Nasser. La Syrie garde une position « dure » mais une large fraction du Baas paraît s'être opposée à une rupture de fait avec l'Égypte et le parti communiste syrien s'est solidarisé avec Khartoum. Quant à Alger, tous les observateurs notent que les positions du gouvernement sont surtout « à usage interne ».

En définitive, c'est aux gouvernants d'Israël que l'initiative revient maintenant.

C'est d'eux que dépend l'évolution de la situation.

Même Mohammed Heykal souligne que « l'occupation de trois pays arabes par l'ennemi ne peut être subie longtemps avec patience ».

Déjà, dans les zones occupées, on a dépassé le stade de la résistance passive...

Des dirigeants israéliens dépend aussi l'avenir du régime égyptien. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Cinéma

Vingt ans de drugstore

Jean Helms

Il faudra qu'un Bazin médite là-dessus : les réalisateurs avaient, avec Saint-Germain-des-Prés, un terrain extraordinaire à portée de caméra et aucun ne l'aura saisi. Ni ces braconniers de la pellicule dont faisait partie Jacques Baratier, même pas Welles et encore moins Carné. Bilan zéro comme ce « Désordre à vingt ans », documentaire malgré lui et mauvais film grâce à tous. Le court-métrage dont est tiré ce film n'était cependant pas sans indications intéressantes sur l'après-guerre parisien, quoique ses extraits aient bien vieilli aujourd'hui.

Mais comme ces interviews actuelles qui jalonnent les films rendent mal compte de ces étranges animaux noirs qui s'interpelaient dans la rue comme si le monde extérieur n'existait pas et mendiaient aux mendiants eux-mêmes ! Apparemment Baratier, en quête du bon cheval de demain, n'a jamais pisté ces idoles d'un jour avec qui pourtant Blondin, Gréco, Sagan ou Mouloudji passaient des nuits homériques. C'est sans doute pourquoi l'interprète du « Déserteur » et d'« Un jour tu verras » ne figure pas dans ce film apoétique et plat tandis qu'Antoine

et Nougaro y bafouillent. Pas une photo de qualité, pas un mystère. Seules les séquences sur Boris Vian et Artaud, évidemment, et Emanuelle Riva ont quelque chance de survivre.

Mais l'erreur à ne surtout pas faire c'était de transposer tout ce petit monde dans le cadre spéculatif et de mauvais goût par excellence qu'est le Drugstore Saint-Germain. Baratier n'a pas vu qu'ici les pages poétiques de la défunte revue d'Oswald cèdent la place aux oreilles vernies de « Play-Boy ». C'est du sexy de bazar tel que le réalisateur le développe dans le minable court-métrage qui précède son film.

Par contre, « Eden Miséria » sur lequel on termine heureusement, nous ramène aux beatniks plus vivants, peut-être parce que plus actuels, quittant le pont Saint-Michel ou les plages de Newport pour fêter ensemble un Noël tibétain. Pour eux « Paris, c'est un grand commissariat » et leur désir naïf de « supprimer les lycées, les portes et les maisons » renvoie à « La Chinoise » qui veut « faire sauter la Comédie-Française, le Louvre et la Sorbonne ». Mais il faudrait autre chose que les bombes glacées de Baratier. □

Double zéro

Bernard Le Saux

Interviewé en 1965 par le « Nouvel Observateur », Terence Young, metteur en scène de « James Bond contre Dr No », « Bons baisers de Russie » et « Opération Tonnerre » déclarait avec un bel accent de sincérité : « ...chaque nouveau Bond nous condamne à la surenchère et il faut bien reconnaître qu'on ne sait plus quoi inventer ».

C'est la consternante justification à ces sombres propos que nous apporte aujourd'hui « On ne vit que deux fois » dernière transposition cinématographique des aventures de l'agent 007, signée par Lewis Gilbert (il est bien difficile dans ce genre de super-production d'imputer la responsabilité de la réussite ou de l'échec au metteur en scène, tant son rôle paraît effacé, du moins guère plus important que celui du producteur, du chef de la seconde équipe, des scénaristes, voire du monteur).

Absence de vrai renouvellement dans l'inspiration donc, mais aussi schématisation des personnages, absurdité de l'anecdote et manque total d'humour (cet humour qui faisait le

charme — bien mince à vrai dire — des premiers films de la série) ; contre un pareil passif même un fabuleux budget de neuf millions et demi de dollars ne peut faire illusion. L'accumulation de séquences souvent aussi spectaculaires qu'in vraisemblables ne parvient qu'à lasser, et le « gadget qui tue » quelle que soit la nouvelle forme sous laquelle il se présente, à fait long feu. Reste le Japon et ses coutumes parfois joliment photographiées, mais à ce compte les conférences de « Connaissance du Monde » ne sont pas mal non plus !

En fait, ce genre de spectacle, quoique puisse en laisser penser l'attitude de certains intellectuels prompts à découvrir le « phénomène sociologique » là où ne se trouve qu'une opération publicitaire soigneusement montée, ressortit au cinéma de la pire espèce, au cinéma-drogue ; d'autant plus dangereux que cautionné à tort et à travers, au succès d'autant moins mérité qu'il n'est pas même distrayant. □



Guy Béart.

Agip

Variétés

Une fusée qui vole bas

Marc Echeverry

Il y a des "gueules" de la chanson. Ce n'était certes pas le cas de Guy Béart ; il entraît sur scène comme par erreur, mesurait son micro comme un maître arpenteur et semblait s'en excuser par une musique toute en finesse qui faisait parfois pâlir Juliette Gréco. Mais, à la différence de la belle enténébrée (qui a souvent utilisé son répertoire), Béart n'a jamais pu sortir vraiment de la chanson de boudoir. C'est peut-être surtout ce qui gâte son récital à la Comédie des Champs-Élysées. Il ne fait pas le poids et s'en tire hypocritement en faisant chanter son public avec lui, façon Newport. Seulement voilà, dès qu'il quitte les évocations secrètes du genre « Pierrot la Tendresse » il se casse le nez. Son nouveau répertoire "interplanétaire", qui se veut plus engagé, est franchement décevant. Ne parlons pas de son « Hôtel-Dieu », heureusement unique exemplaire, pénible ressuscité de la « Rue Saint-Vincent ».

Le plus grave c'est que ses prestigieux amis, dont on nous rabat les oreilles en ce moment, n'ont pas l'air de s'en rendre compte et applaudissent à sa classe comme des enfants. Résultat : les recueils de « Il n'y a plus d'après » se perdent dans le tumulte et le chanteur, bêtement encouragé, met de l'emphase dans la discrète « Chabraque » qu'il nous offre en dessert. Que ne se limite-t-il pas, fidèle à lui-même, à ses délicates chansons à tiroir telles que son nouvel « Alphabet » ou il trouve, comme naguère « dans regrettable », des re-

grets. Agréables aussi ses comptines des « Enfants sages » et ses « fari-dondaines » quand l'orchestre, enfin se tait. Oui, il n'y a pas moins d'un guitariste, d'un contrebassiste, d'un accordéoniste aux moustaches réjouies et d'un organiste aux accords à la Donald Duck pour faire passer la rampe à celui qui se piquait naguère de s'en passer. □

Musique

Un concert prometteur

Bernard Sizaïre

A vingt ans, André Watts, pianiste américain de couleur, s'est révélé pour son premier concert en France, un virtuose exceptionnel. Il a attaqué avec une belle audace le 1^{er} concerto de Liszt dont il a parfaitement surmonté les difficultés techniques. Sans doute a-t-il davantage fait apprécier ses qualités héroïques que son tempérament poétique, mais il n'a rien d'un prestidigitateur du clavier et l'on remarque dans l'éblouissement sonore qu'il nous prodigue une sensibilité qui ne peut que s'épanouir.

Pour sa première visite parisienne l'orchestre philharmonique de Los Angeles était dirigé par le jeune chef indien Zubin Mehta. C'est déjà une grande baguette internationale dont l'autorité s'impose d'emblée. Son interprétation de la 1^{re} symphonie de Malher était exemplaire de finesse et de clarté. De cette symphonie de jeunesse où tout est présent, mais encore mal décanté, Mehta a su gommer les scories et les maladresses. □

À écouter

● Don Carlo Gesualdo di Venosa - Répons des Ténébres.

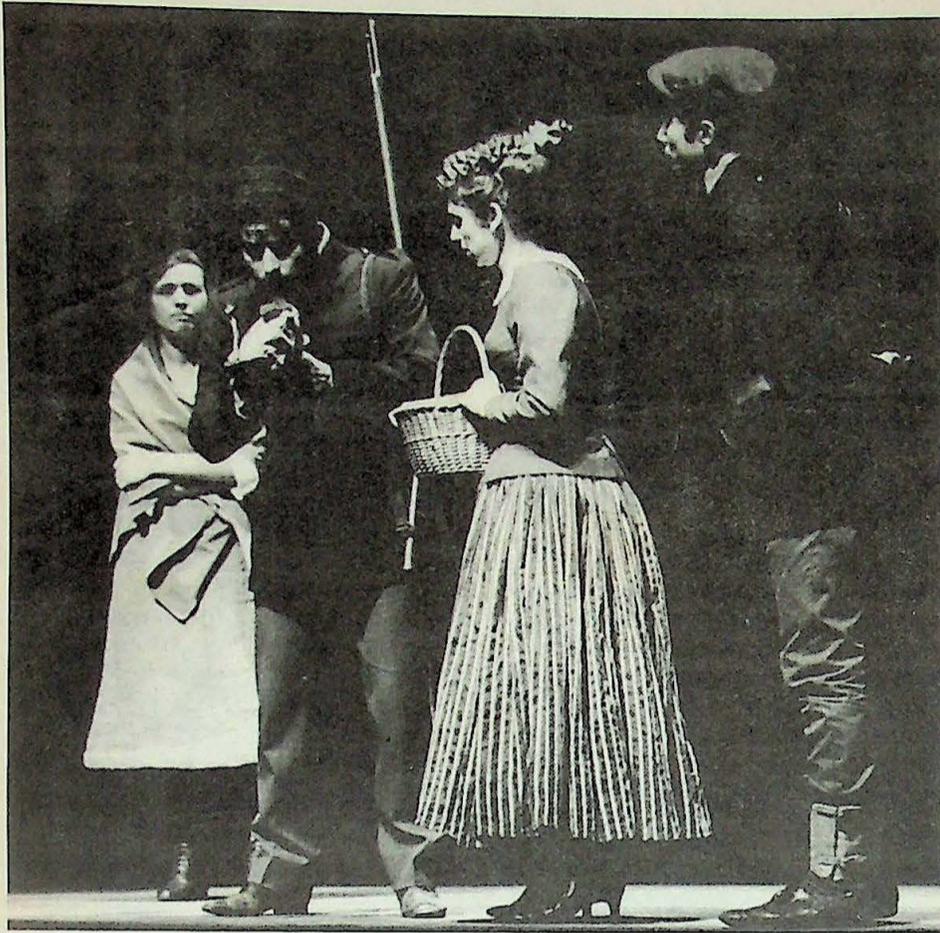
Madrigaliste moins connu que ses grands contemporains Marenzio et Monteverdi, dont il est pourtant l'égal, Don Carlo Gesualdo, prince italien de la Renaissance, conjugait haute érudition et hypercruauté. Ses œuvres sacrées sont imprégnées d'une troublante morbidité. C'est une musique austère, animée d'étranges soubresauts. (Valois - Gravure universelle.)

● Haydn - La création.

Modestement coincé entre Mozart et Beethoven, Haydn reste trop souvent dans l'ombre. Il a abordé tous les genres et excellé dans la plupart. *La Création* est un de ses incontestables chefs-d'œuvre dont la fraîcheur et l'apparente simplicité devraient conquérir les plus réticents. « La langue que je parle est comprise du monde entier », disait Haydn. Il existe en effet peu de musique si naturellement humaine. Assisté d'un exceptionnel trio vocal, Eugen Jochum en donne une interprétation inspirée ; la meilleure qui soit ! (Philips - 2x30 en coffret.)

● Debussy-Ravel - Quatuor.

Dix ans séparent ces deux chefs-d'œuvre français que le disque a raison de rapprocher. Délaissant l'influence germanique et le néo-romantisme, Debussy et Ravel ont réinventé le quatuor. La délicatesse d'archet du Quatuor danois, merveilleux interprète de Mozart ou de Haydn, correspond parfaitement à la tendre luminosité debussyste. (Valois.)



Pourquoi ils combattaient ?

Théâtre

La splendeur de Rossel

Claude Glayman

Que les idéaux sociaux-démocrates paraissent mièvres à côté du destin exemplaire de Rossel et de cette Commune de Paris que toutes les hagiographies n'empêcheront pas d'être l'une des clefs exaltantes de notre Histoire, celle du rêve socialiste. Louis Rossel, issu d'une grande famille protestante, jeune et brillant officier supérieur, refuse la défaite de 1870, il rejoint Gambetta qui l'envoie moisir en province, il passe alors à la Commune, en devient l'un des animateurs militaires mais se heurte vite au "gauchisme", à l'incompétence et à la démagogie d'une partie de ses chefs ; il démissionne, tombe dans les mains des Versaillais, qui, Thiers en premier, préfèrent le rabaisser que l'affronter et lui donnent à choisir entre l'exil anonyme et la mort. A 27 ans, Rossel tombera devant 7.000 militaires rassemblés à « la butte de Satory » : patriote, soldat, haïssant la bourgeoisie, victime aussi d'avoir voulu « organiser l'apocalypse ». Aventurier, apprenti dictateur, pense de lui Lissagaray (1) ; héros de l'échec et de la révolte, juge Roger Stéphane dans un essai déjà ancien ; condamné à la démission permanente note son récent et dernier biographe Edith Thomas (2). Nous serions tentés de voir en lui

une sorte de « technocrate de la Révolution », race que nous appelons de nos vœux ; Rossel renouvelant l'éternel conflit que pose l'organisation de tous les mouvements qui entendent transformer la société.

Héros de tragédie, Rossel s'inscrit dans la lignée de Rodrigue, de Saint-Just, d'Egmont, etc. Il n'est pas surprenant qu'un homme de théâtre l'ait mis sur scène. De la pièce de Pierre Halet il est malaisé de tirer une opinion claire tant elle demeure écrasée par le personnage historique hors pair de Rossel. On éprouve cependant l'impression que le texte reste faible reprenant trop à l'histoire, sans apporter beaucoup d'une vision personnelle et élaborée. On retiendra le beau dialogue, plein de saveur populaire et de vertu démystificatrice qui oppose un "Versaillais" à une poignée d'ouvriers de la garde nationale ; mais trop souvent l'auteur s'efface derrière son modèle. Excessive discrétion qui donne sa tonalité à la mise en scène de J.-P. Miquel : apurement, austérité, refus de l'effet, interprétation toujours tournée vers l'intérieur, quasi-janséniste. L'émouvante incarnation de Rossel par Miquel lui-même polarise la représentation en dépit de l'habile présence du "témoin" Thiers : le rôle absorbe tout le mouvement dramati-

que au point que les séquences populaires semblent quelque peu rétrécies, ne créant pas le champ d'ambiguïté historique nécessaire pour saisir le débat entre Rossel et les autres leaders de la Commune.

Faut-il, comme la semaine précédente à propos d'une autre pièce, déplorer la coupable désaffection du public ? Les lecteurs de cet hebdomadaire seraient bien inspirés d'assister au spectacle du Récamier, ils y

retrouveraient une Histoire pour laquelle ils œuvrent. □

(1) F. Maspéro vient de rééditer son *Histoire de la Commune* en 3 volumes dans la collection de poche.

(2) Cf. la *Quinzaine littéraire* du 1^{er} octobre.

● *La Butte de Satory* de Pierre Halet. Théâtre Récamier, tél. 548-63-81. Jusqu'au 5 novembre. Nos lecteurs de province peuvent prendre connaissance du texte de P. Halet paru dans la nouvelle collection « Théâtre » du Seuil au prix modique de 3 F.

Expositions

Le nouveau public de la peinture

Emmanuelle Stein

Le prix d'entrée de nos musées coûte moins cher qu'une place de cinéma de quartier, l'accès des galeries d'art est libre, personne n'ignore cela. Encore faut-il avoir l'envie de pousser la porte. Oser. La culture est encore, sinon un privilège de naissance, du moins un privilège de classe, un produit de luxe inaccessible à la consommation courante.

Pour en finir avec ce malentendu absurde et lamentable les maisons de la culture déploient une activité non négligeable. Ainsi, au T.E.P. s'est tenu pendant une dizaine de jours un petit séminaire de la peinture contemporaine, avec exposition d'une trentaine de toiles de peintres vivants, appartenant aux tendances les plus diverses, depuis les presque-classiques, comme Hartung et Poliakoff, jusqu'aux chefs de file d'écoles récentes tels Arman ou Martial Raysse. Pour achever de mettre dans l'ambiance un public qui ignore à peu près tout de l'art vivant, il avait été prévu des colloques, séances de films et débats où participaient des peintres, des animateurs de galeries, des critiques.

Ainsi le public était à la fois confronté à l'œuvre, au créateur et au milieu qui environne l'artiste. Un tel dialogue constitue sans nul doute une expérience aussi profitable pour les uns que pour les autres. L'important étant de faire chacun les premiers pas : le public en abandonnant sa méfiance, le peintre en démontrant que l'art n'est pas coupé de la vie, mais qu'il est au cœur de la vie. Qu'il est la vie même.

Il a suffi ainsi d'une petite phrase pour renverser d'un seul coup, comme un château de cartes, le mur qui séparait le public et l'artiste en deux mondes irréductibles. C'était au cours d'un débat qui réunissait le Maître de l'Op', un adepte du Pop' et deux peintres non figuratifs (1). A un moment l'un d'eux a dit cette

chose stupéfiante, merveilleuse : « Il n'y a rien à comprendre dans la peinture ; il suffit de se laisser submerger par ses sensations. » Comme l'arbre laisse jouer librement le vent à travers ses branches. Retrouver le regard qui a été celui de chacun de nous à l'aube de la vie. C'est cela goûter la peinture. Quoi de plus simple !

Mais non, ce n'est pas simple. Ni facile. Pour retrouver ce regard perdu il faut parfois remonter le courant de toute une vie : les errements d'une éducation aberrante, la sensibilité tuée dans l'œuf par les préjugés imbéciles, les études interrompues, la vie qu'il a fallu gagner trop tôt et durement, tout l'engrenage social dans lequel on a été entraîné malgré soi, mutilé, broyé.

Alors, devant les toiles réappa-raissent les vieux réflexes défensifs : le doute, le désarroi, un sentiment confus de culpabilité en face de ce « qu'on ne comprend pas ». A la faveur des débats, quelques confessions émouvantes dans leur naïveté spontanée ont donné la mesure de certaines détresses. Ainsi cette jeune fille « issue d'un milieu paysan » qui entendait pour la première fois la V^e de Beethoven « n'avait perçu qu'une cacophonie de sons inintelligibles ». Dans la salle, il y avait eu des sourires, mais ils dissimulaient de l'émotion.

Cette culture autodidacte, boitillante et pleine de trous, acquise tant bien que mal, à tâtons, à la sauvette, au hasard d'une lecture ou d'une rencontre, ils en parlent gravement. Elle ne sera jamais pour ce public un "vernis", un déguisement que l'on quitte au gré des modes. Elle représente quelque chose de précieux, parce que chèrement acquis, une victoire sur l'inégalité du sort et l'injustice sociale. □

(1) Vasarely, Rancillac, Guitet, Singier.

Planning familial

Permanence du Mouvement français

Jean Gondonneau

On a pu croire que le rôle du M.P.F. cesserait avec l'abrogation de la loi de 1920. En fait, il n'en est rien; sa tâche ne fait que commencer. D'un rôle purement « curatif », c'est-à-dire destiné à corriger les insuffisances d'une société qui pratique la répression faute de savoir dominer ses propres problèmes, le M.P.F. va devoir assumer un rôle « préventif ». Diffuser l'information en matière de contraception ne consiste pas seulement à proposer une liste de « recettes ». Eros libéré sur les affiches et dans la littérature moderne n'est pas le signe que les individus dominent ou simplement prennent conscience de leur sexualité. Cette prise de conscience est une tâche que doit s'assigner le Mouvement, c'est ce que Jean Gondonneau, secrétaire général adjoint du M.P.F., nous expose ici.

Au lendemain du congrès du Mouvement Français pour le Planning Familial, le nouveau Président de cette association, le Docteur Dalsace déclarait dans l'éditorial de la revue du Planning Familial (N° 15, janvier 1967) :

« Le mouvement continue ! »

« Les déclarations de la fondatrice du M.F.P.F. faites, dans le même temps à la grande presse et au congrès de Bordeaux (3 et 4 juin 1967) pouvaient laisser croire... que le mouvement n'avait plus de raisons d'être. » Pourtant, jamais les responsabilités du Mouvement Français pour le Planning Familial n'ont été aussi importantes. Le processus d'abrogation de la loi amorcé par la décision de l'Assemblée nationale du 1^{er} juillet 1967 place le M.F.P.F. devant une situation nouvelle qui réclame un élargissement de ses perspectives d'action. Bien des personnes pensent que les adhérents du Planning Familial vont vite disparaître le jour où une ordonnance de contraception de n'importe quel médecin pourra être honorée dans n'importe quelle pharmacie. Mais une simple ordonnance suffira-t-elle à répondre à toutes les questions que peuvent se poser les couples français ? Si le rôle de service social joué depuis dix ans par le M.F.P.F. est pris en charge par l'État, nous devons nous en réjouir, mais il serait faux de croire que la qualité des diverses prestations du Mouvement Français pour le Planning Familial et la volonté éducative de l'association — mouvement d'éducation populaire et permanente — ne lui permettront pas de conserver des adhérents : ils seront moins nombreux qu'aujourd'hui, certes, mais actifs, et leur adhésion sera effective, puisqu'elle représentera un choix et un engagement volontaires.

L'expérience acquise par le M.F.P.F. le place au premier rang des organismes et mouvements que précède l'information sexuelle.

L'autorité du Collège Médical du M.F.P.F., la qualification de ses médecins, sont seules susceptibles aujourd'hui encore d'apporter — dans tous les cas — aux consultants toutes les garanties nécessaires qu'ils sont en droit d'attendre. La contraception est une compétence que ne donne pas encore la Faculté de médecine française. Certes, l'enseignement post-universitaire commence à combler cette regrettable lacune, mais il y aura beaucoup à faire pour rattraper le temps perdu.

Une information appropriée

Le M.F.P.F. essaiera de se doter de centres de plein exercice où — comme à l'étranger — la consultation psychologique et médicale et l'ensemble des services socio-éducatifs seront dispensés en un même lieu par une équipe de techniciens et de spécialistes des problèmes du couple et de l'enfant. Quel que soit l'aspect du problème considéré, le médecin, l'hôtesse d'accueil, la conseillère conjugale et familiale, le psychologue pourront apporter, si cela s'avère nécessaire, l'information demandée.

Sur le plan politique, il est nécessaire de bien distinguer les différents plans d'analyse possibles, sous peine d'entretenir (même involontairement) la confusion dans les esprits et l'équivoque dans l'opinion publique. L'aspect démographique de l'espacement des naissances ne peut pas être confondu avec l'aspect sociologique ou l'aspect psychologique du problème. Certes, il ne peut y avoir dissociation complète des plans, mais il faut souligner avec insistance que l'on peut être anti-malthusien marxiste et préconiser dans le même temps la maternité volontaire. Ne faut-il pas considérer que, dans une perspective socialiste, ce droit est un droit fondamental et inaliénable pour la dignité de la femme et du couple. Comment ne

pas vouloir avec force que ce droit soit donné à tous les citoyens. Aussi peut-on s'étonner que des hommes (de gauche quelquefois) aient pu fonder sur l'ignorance le développement démographique d'un pays. Nous savons bien que le développement économique ne peut se réaliser sans un développement démographique, que les pays dynamiques sont des pays jeunes, que la pyramide des âges française reste aujourd'hui encore préoccupante... Mais pour résister au réflexe malthusien justement dénoncé par Sauvy (voir les récents articles du "Monde"), seule une action éducative liée à une autre politique économique et sociale que celle du gouvernement actuel sont susceptibles d'amorcer une modification dans les attitudes et les comportements des couples français. M. Sauvy sait bien que la majorité des Français ne fait plus de l'enfant unique l'idéal à atteindre, mais si l'on veut élever la moyenne de naissances par famille, n'est-ce pas la politique économique et sociale du gouvernement qu'il convient de modifier en priorité, et non la loi de 1920 qu'il faut préserver. Rien ne peut justifier l'obscurantisme. L'éducation reste la base des progrès possibles d'un pays, quel que soit le domaine considéré, dans les pays développés au même titre que dans les pays du tiers monde.

Rien ne justifie l'obscurantisme

Confusion aussi quand, pour parler de la loi Neuwirth, la radio, la T.V., la presse (celle de droite, celle de gauche aussi hélas !...) parlent de la loi sur la pilule. S'il ne s'agissait que de permettre une utilisation plus répandue, plus systématique, et finalement plus officielle de la pilule, il n'y aurait pas de quoi mobiliser l'opinion publique que de toute façon, on trompe depuis longtemps avec une constance qui semble inlassable. Que n'a-t-on pas écrit ou entendu au sujet de la pilule ? Les propos les plus contradictoires circulent. Comment maintenant rétablir la vérité et éviter dans les esprits l'équation : contraception = pilule... Il faut dire que l'équivoque a été largement entretenue pour décourager les espoirs de nombreux couples... Des enfants voulus, oui, mais combien pensent encore que les conséquences sont pires que le remède. Bien des personnes ne savent plus que penser, que faire, et, bénéficiant d'une avalanche d'informations contradictoires et erronées, ne savent pas plus qu'autrefois ce qu'il convient de faire. Il y a déjà eu l'équation : Planning Familial = diaphragme, la nouvelle simplification (contraception = pilule), aussi absurde que l'était la première, rend difficile la tâche de l'assistante sociale, de l'hôtesse du Planning Familial, du médecin.

Confusion donc entre les moyens (techniques et méthodes contraceptives) et les buts à atteindre, entre la limitation des naissances (malthu-

sianisme) et la maternité volontaire. Confusion enfin qui ne se dissipe qu'avec difficulté, même à l'intérieur des partis de gauche français.

La réalité sociale étant indissociable de la réalité économique, nous avons tout avantage à mieux connaître ce que recouvre cet intérêt pour la sexualité (excessif par certains de ses aspects), à étudier en quoi ce développement de l'intérêt pour les questions sexuelles est lié à l'évolution de notre pays vers une civilisation marquée par la consommation de masse, à analyser pourquoi et comment l'activité sexuelle est vécue de plus en plus aujourd'hui comme une activité ludique. S'il est dangereux de minimiser le phénomène, il est tout aussi dangereux de ne pas le restituer dans un contexte socio-économique plus large. Il est donc nécessaire de voir les liens existant entre le comportement sexuel et les attitudes vis-à-vis de la contraception et des autres problèmes des couples français.

La voie à suivre

A - Une première série de travaux devrait être axée autour des thèmes suivants :

1° les modèles sexuels dans la société américaine, européenne, française, et dans les démocraties populaires ;

2° mass-média, érotisme et sexualité ; la pornographie ;

3° les différents systèmes de valeurs et la sexualité, l'analyse pouvant se faire à partir des publications diverses offertes :

- par les kiosques ;
- par la librairie.

B - Une deuxième série de travaux serait axée autour d'une réflexion sur la vie collective :

4° La vie collective — mixité et problèmes sexuels :

- l'école maternelle ;
- le C.E.T., le lycée, l'université ;
- le foyer de jeunes travailleurs ;
- l'armée.

5° L'information sexuelle en France et à l'étranger :

- famille ;
- services sociaux ;
- associations familiales ;
- mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

6° L'intervention pédagogique sur les questions sexuelles :

- parents, directeurs de conscience, éducateurs, animateurs, assistantes sociales, conseillers conjugaux, hôtesse de Planning Familial.

C - Une troisième série de travaux pourrait aborder le développement de la personne et la sexualité.

D - Enfin, il conviendrait d'étudier les questions touchant à la transformation du rôle social de la femme (couple dans le mariage ou en dehors du mariage : famille et société) et de la vie conjugale dans la société industrielle et dans la société post-industrielle.

La connaissance et la réflexion sur ces problèmes seront nécessaires pour mettre en place un système éducatif adapté aux besoins de notre pays. □